Je souhaite que notre collaboration, ainsi que la confiance réciproque qui caractérise nos relations, se renforcent davantage au cours de cette année 2008.

Mesdames et Messieurs,

L'année 2007 aura été pour la Côte d'Ivoire celle d'un grand défi : celui de conclure le dialogue direct et de le mettre en œuvre, pour insuffler un nouveau dynamisme au processus de paix et de relance économique.

Pour le Ministère de l'Economie et des Finances, cela devait se traduire par :

- l'accélération du processus de réunification économique du pays ;
- la reprise des relations avec les principaux partenaires au développement ;
- la restauration des procédures normales de gestion des finances publiques, notamment le calendrier budgétaire.

Les efforts conjugués de l'ensemble des acteurs ont permis d'obtenir d'importants acquis en 2007, sur chacun de ces points.

En effet, les administrations économiques et financières, notamment les services du Trésor, la CGRAE, certaines banques et des établissements financiers, se sont progressivement redéployés à Bouaké, puis à Korhogo, à partir du mois d'avril 2007.

En outre, les progrès réalisés en matière d'assainissement du cadre macroéconomique et de gestion des finances publiques, ont contribué à la reprise des relations avec la communauté financière internationale.

Cette reprise se traduit notamment par la conclusion en août 2007, d'un programme d'Assistance d'Urgence Post Conflit (AUPC) avec le Fonds Monétaire International.

Elle se matérialise également par la conclusion d'un don de l'ordre de 60 milliards de F CFA avec la Banque Mondiale et d'un autre don d'environ 15 milliards de F CFA avec la Banque Africaine de Développement, pour soutenir les efforts de sortie de crise.

D'autres concours sont en cours de mobilisation avec des partenaires bilatéraux, conformément aux annonces d'appuis faites lors de la table ronde organisée en juillet 2007.

L'évaluation du programme AUPC en novembre dernier a confirmé, au-delà de la volonté de reprise, l'engagement et la capacité de la Côte d'Ivoire à gérer un tel programme, dans le respect des termes et conditions arrêtés.

A ce niveau de mon propos, je voudrais saluer l'ensemble des partenaires pour leur bonne appréciation des efforts faits et des progrès réalisés. Cela augure des perspectives heureuses, en ce qui concerne les discussions en cours avec la Banque Mondiale et le FMI sur la suite des programmes.

Mesdames et Messieurs,

L'un des actes essentiels qui s'imposait au Gouvernement était la normalisation de la gestion financière de l'Etat. Je me réjouis que la volonté affichée dès le début de l'année 2007, se soit traduite par l'adoption du budget 2008, par ordonnance, le 28 décembre dernier.

Ce budget s'équilibre en ressources et en emplois à **2.129,1 milliards de F CFA, soit une hausse de 8,6% par rapport à 2007**. En ressources, il prend en compte une évolution réaliste des recettes intérieures et la contribution attendue des partenaires extérieurs.

En dépenses, il devrait permettre de donner à notre pays, les moyens pour accompagner efficacement le processus de sortie de crise et de respecter, du point de vue financier, les échéances électorales.

L'adoption du budget de l'Etat avant la fin de l'année consacre une avancée dans la normalisation du cycle budgétaire et une rupture d'avec la mise en place tardive du budget, comme ce fut le cas ces dernières années.

Il me plaît donc de féliciter tous les services du Ministère, au regard du travail abattu pour aboutir à ce résultat.

Toutefois, nous devons éviter de tomber dans l'autosatisfaction, car d'importants efforts restent à faire.

En effet, l'exécution du budget en année pleine, comme c'est le cas maintenant, requiert le strict respect des mesures d'accompagnement arrêtées que je formaliserai par une instruction.

Ces mesures doivent permettre de garantir une exécution diligente et efficace du budget. Elles comprennent :

- la mise en œuvre rigoureuse de la régulation budgétaire ;
- la recherche de l'efficacité de la dépense ;
- le respect des procédures et l'encadrement strict des exceptions ;
- l'accélération du processus d'exécution de la dépense ;
- la gestion du plan de trésorerie ;

- la mise en œuvre des mesures d'optimisation de la dépense publique.

J'attache du prix à l'application desdites mesures qui permettront de réduire les tensions de trésorerie et d'éviter les problèmes de gouvernance liés au recours systématique aux procédures d'avances.

Les efforts seront poursuivis pour que le calendrier de préparation du budget soit conforme aux principes d'orthodoxie budgétaire, tels que prévus par la loi organique en matière de gestion des finances publiques.

A cet égard, je veillerai particulièrement à ce que la préparation et l'adoption du budget 2009 se fassent conformément à la réglementation en vigueur.

C'est sur ces mots que je voudrais terminer mon propos, en déclarant clos les travaux de la rentrée budgétaire 2008.

Merci de votre aimable attention.